



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant changement d'exploitant
du dépôt d'hydrocarbures situé à TOULOUSE jusqu'alors
exploité par la société ESSO S.A.F. au profit de la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S.
et imposant la constitution de garanties financières**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-15, L. 515-36, L. 516-1, R. 181-45, R. 181-47, R. 512-46-22 et R. 516-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1994, modifié et complété par l'arrêté préfectoral du 1er février 2022, autorisant la société ESSO S.A.F. à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de TOULOUSE ;

Vu la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations classées Seveso seuil haut ;

Vu la demande d'autorisation de changement d'exploitant transmise par la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S., par lettre du 14 juin 2024, reçue le 19 juin 2024, et complétée par lettre du 20 août 2024 ;

Vu le rapport du 9 septembre 2024 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques formulé lors de sa séance du 26 septembre 2024 ;

Considérant que la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S. demande l'autorisation de transfert de l'autorisation des activités de dépôt d'hydrocarbures exercées à TOULOUSE par la société ESSO S.A.S. et encadrées par l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1994 et les actes pris postérieurement ;

Considérant que la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S. justifie disposer des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter ces activités selon les modalités décrites dans sa demande ;

Considérant que la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S. justifie des garanties financières prévues au 3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les garanties financières exigibles au titre du 3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement sont mutualisées pour les sites de la raffinerie de FOS-SUR-MER (13), du dépôt d'hydrocarbures de VILETTE-DE-VIENNE (38) et de TOULOUSE (31), et que le montant pris en compte est celui calculé pour le site de FOS-SUR-MER, car supérieur à celui calculé pour le site de TOULOUSE ;

Considérant que la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S. a la possibilité de constituer ces garanties financières ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'autoriser le changement d'exploitant du site et de prescrire le montant des garanties financières ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S., par courriel du 3 octobre 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant, par courriel du 11 octobre 2024, dans laquelle il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1er : La société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S., dont le siège social est situé 3 boulevard de Sébastopol, 75 001 PARIS (SIREN 985 154 145) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à se substituer à la société ESSO S.A.F., dont le siège social est situé 20 rue Paul Héroult 92 000 NANTERRE (SIREN 542 010 053), afin d'exploiter, sur le territoire de la commune de TOULOUSE, le dépôt d'hydrocarbures autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1994 modifié susvisé, situé 28 avenue de Fondevre, 31 000 TOULOUSE.

La société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S. devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisation, des autres actes administratifs, des obligations et des responsabilités

découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant ces installations.

Art. 2 : Les articles 3 à 11 suivants s'appliquent aux garanties financières constituées en application du 3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Art. 3 : Les garanties financières doivent permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par :

- la surveillance et le maintien en sécurité des installations en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Art. 4 : Le montant de référence des garanties financières à constituer au titre du 3° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement est fixé à 15 988 950 € TTC.

Art. 5 : Dans le mois qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 susvisé.

Art. 6 : Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 susvisé.

Art. 7 : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans, au prorata de la variation de l'indice publié TP01 qui sert de référence pour l'actualisation est l'indice d'avril 2024, soit 848,83 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Art. 8 : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières nécessite une révision du montant de référence et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Art. 9 : Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Art. 10 : Le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- en cas de disparition juridique de l'exploitant ;
- en cas de défaillance de l'exploitant ;
- lors d'intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises

à garanties financières lors d'événements exceptionnels susceptibles d'affecter l'environnement.

Art. 11 : L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après réalisation des travaux couverts par les garanties financières.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique, par un tiers expert, des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Art. 12 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 13 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 14 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 15 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de TOULOUSE et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de TOULOUSE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 16 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Rhône Énergie Fos-sur-Mer S.A.S.

Fait à Toulouse, le 15 OCT. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB